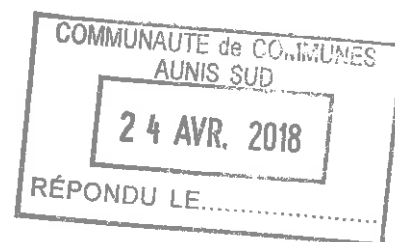




La Rochelle, le 19 AVR. 2018

Direction de l'Environnement et de la Mobilité
85, boulevard de la République
CS 60003
17076 La Rochelle Cedex 9
Affaire suivie par : Corinne NUYAOUET
N° dossier : 2009-URBA-0095
Tél. : 05.46.31.72.18 - Fax : 05.46.31.72.90
Email : corinne.nuyauet@charente-maritime.fr

Monsieur Jean GORIOUX
Président de la Communauté de Communes
Aunis Sud
44, rue du 19 mars 1962
BP 89
17 700 SURGERES



Objet : Avis sur projet d'élaboration du PLU de la commune de BOUHET

Monsieur le Président,

Vous m'avez transmis, conformément à l'article L. 153-16 du Code de l'urbanisme, le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de BOUHET et je vous en remercie.

J'ai l'honneur de vous informer que ce dossier recueille mon avis favorable sous réserve des remarques suivantes :

Dans le règlement écrit de la zone U, article 11.1 a) : Réhabilitation « Toitures en tuiles : les toitures en tuiles seront restaurées avec des tuiles en terre cuite canal, avec chapeaux et courants séparés, ou de type canal (canal S – canal ou similaire). La rédaction est restrictive car il existe des bâtiments en tuiles mécaniques « tuiles à côte / tuiles plates losangées » - la nouvelle mairie (ancienne école) est concernée et la couverture a été refaite avec ce même type de tuile, sur accord de l'Architecte des Bâtiments de France. Une adaptation de ce paragraphe est nécessaire pour permettre une réhabilitation avec des matériaux similaires à l'existant.

1 – dans le domaine des infrastructures

- l'aménagement des accès sur les routes départementales devra respecter l'écoulement des eaux pluviales le long de la voirie, notamment s'il existe un fossé le long de la voie ou si celle-ci est en remblai,

- les accès aux routes départementales pourront se voir imposer des aménagements spéciaux nécessaires au respect des conditions de sécurité des usagers de ces voies ou pour celles des personnes utilisant ces accès,

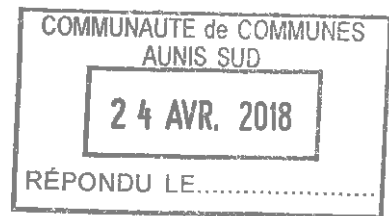
- pour les accès « véhicules » le long des routes départementales, les portails devront être implantés à une distance minimale de 5 mètres de l'alignement hors agglomération et à une distance minimale de 5 mètres du bord de la chaussée en agglomération. En agglomération, cette distance minimale pourra ne pas être exigée lorsqu'il n'est pas possible de réaliser une implantation en recul ou lorsque l'arrêt sur la voie publique devant le portail ne présente pas de danger pour les usagers de la route.

Département de la Charente-Maritime

95 boulevard de la République - CS 60003 - 17076 La Rochelle cedex 9
05 46 317 000 info@charente-maritime.fr

charente-maritime.fr





L'ouverture des portails devra se faire vers les propriétés privées sinon leur recul devra être augmenté de leur déploiement,

- pour des raisons de risques sanitaires, le rejet des eaux usées traitées dans les fossés départementaux est interdit sauf en cas d'impossibilité technique de toute autre solution,

- le débit de surverse des eaux pluviales issues d'un terrain concerné par un projet d'urbanisation et s'écoulant sur le domaine public départemental devra, après la réalisation du projet, être inférieur ou égal à ce même débit avant la réalisation du projet,

- les stationnements engendrés par les constructions se feront en dehors des emprises des routes départementales,

- la Commune envisage de préserver des bois, des bosquets et des haies en bordure de routes départementales. Il est rappelé que conformément aux règles de l'art relatives aux zones de sécurité le long des routes départementales, les arbres nouvellement plantés (remplacement des arbres existants malades...) devront être implantés à une distance minimum de 4 mètres des chaussées des routes départementales si ces plantations se trouvent hors agglomération,

- conformément au schéma d'orientations de la zone AU dite « Le Jaud », située sur la parcelle cadastrée Section B n° 558, l'accès à cette zone devra être éloigné le plus possible du carrefour situé à l'intersection de la Route Départementale n° 107 et de la voie communale dénommée « rue du Moulin Besson ». Il est à noter qu'il faudra veiller à respecter les normes « accessibilité des personnes handicapées ou à mobilité réduite » lors de l'aménagement du cheminement piétons le long de la Route Départementale n° 107,

- en ce qui concerne les énergies renouvelables, il est à noter que depuis le 1er janvier 2013, toute construction neuve doit respecter la réglementation thermique actuelle RT2012. Les énergies renouvelables participent à l'atteinte des exigences de cette réglementation.

Pour informer et accompagner les habitants de la commune dans le domaine des énergies renouvelables :

- le Département de la Charente-Maritime est doté de 5 espaces info énergie (cf. annexe 1 - EIE), où maîtres d'ouvrages privés et publics peuvent obtenir des conseils et informations techniques et financiers gratuits, sur tout projet (construction, rénovation, énergies renouvelables),
- concernant l'énergie de la géothermie, un atlas des potentialités géothermiques comprenant des cartes de données géologiques, hydrogéologiques (profondeur des aquifères), de débits potentiels, de puissances unitaires disponibles par unité de captage, des caractéristiques hydrodynamiques des nappes est consultable à la Maison de l'Énergie de Jonzac. (cf. annexe 2 - Atlas).

2 – dans le domaine de l'habitat

Le Département apporte des aides individuelles aux habitants à faibles revenus, dans le cadre de son fonds de solidarité pour le logement. Ces aides concernent les dépenses d'entrée dans un logement (FSL « accès »), des difficultés à régler le loyer (FSL « maintien ») ou les consommations d'électricité, de gaz, d'eau ou de service téléphonique (FSL « énergie »).

Chiffres communaux FSL : Cinq dossiers « Energie » en 2017.

Le Département de la Charente-Maritime a défini sa politique en matière d'habitat dans le cadre de l'élaboration d'un Schéma départemental, qui a été adopté par l'Assemblée départementale le 15 décembre 2016.

Le Schéma départemental de l'habitat 2017-2021 comporte deux grandes orientations :

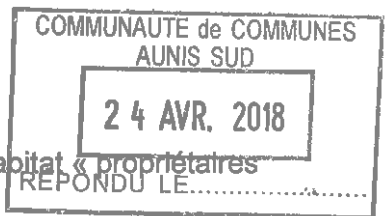
- Promouvoir la cohésion territoriale par le développement d'une ingénierie adaptée aux besoins des collectivités : Afin de s'assurer de la cohérence des interventions habitat mises en place par les Collectivités locales à différentes échelles et de promouvoir un développement territorial équilibré de la Charente-Maritime, il s'agit d'abord d'inscrire la politique de l'habitat au sein d'une réflexion plus globale qui porte sur l'aménagement du territoire. Dans un contexte marqué par le Grenelle de l'Environnement, la limitation de la consommation foncière et la recherche de l'équité sociale et territoriale, il est nécessaire d'articuler la politique de l'habitat avec la politique des transports, de l'économie, du numérique, de la qualité environnementale, de l'aide sociale... Le Schéma Départemental de l'Habitat s'intègre donc dans l'ensemble des politiques portées par le Département.

- Adapter et moduler les interventions du Département pour la prise en compte des populations spécifiques et du développement d'un habitat abordable, pour la réhabilitation du patrimoine existant et la construction neuve : La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 désigne le Département comme "chef de file" en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires. Le Schéma Départemental de l'Habitat 2017-2021 doit mettre en avant ce rôle et en faire une orientation majeure et transversale à l'ensemble des actions. En effet, à travers ce Schéma, le Département entend proposer des stratégies de soutien adaptées à la variété des réalités socio-démographiques et géographiques des différents territoires.

Les actions du Département concernent :

- la mise en ligne de l'Observatoire départemental de l'habitat : depuis le 1er octobre 2014, le Département met à disposition des élus, techniciens mais également tous les charentais-maritimes un Observatoire départemental de l'habitat, consultable sur le site Internet du Département. Accessible à tous, il constitue un outil d'aide à la décision des élus, des collectivités territoriales, des professionnels et du public grâce à des données actualisées permettant une compréhension fine du département.

- la mise en œuvre d'une aide pour les ménages ne remplissant pas leur obligation en matière d'assainissement collectif ou individuel. Un certain nombre de biens immobiliers, notamment les maisons situées en milieu rural, ne sont pas en règle au regard des obligations en matière d'assainissement collectif ou individuel. Cela constitue un enjeu au moment de la vente du bien immobilier. Une subvention correspondant à 30% du reste à charge des travaux (plafonnée à 3 000 €) est accordée aux ménages



sous conditions de ressources (Plafonds de l'Agence nationale de l'habitat « propriétaires occupants très modestes »).

- le développement du parc locatif public par des aides à la construction de logements sociaux réalisés soit par des communes ou leur groupement, soit par un organisme HLM, soit par une association agréée. Un engagement financier fort du Département, avec la contribution de l'Etat et de la Caisse de garantie du logement locatif social permet d'accompagner l'office public départemental de l'habitat - Habitat 17 - dans un important programme de réhabilitation et de développement de son parc de logements.

La Commune de Bouhet ne compte aucun logement social au 1er janvier 2017 (source : RPLS).

- l'amélioration énergétique du parc locatif privé : le Fonds de Solidarité pour le Logement est confronté à une augmentation du nombre et du montant des aides sollicitées pour des dettes d'énergie. Afin d'aider les ménages par une aide financière à gérer et maîtriser leur dépense en énergie, le Département souhaite encourager les propriétaires bailleurs à engager des travaux permettant de réduire les charges des locataires.

- l'amélioration de l'habitat des propriétaires occupants. Il s'agit là d'opérations ayant pour objectif de permettre le maintien du ménage dans son logement, dans des conditions décentes et adaptées à sa situation et d'en améliorer les performances énergétiques. Un opérateur est chargé d'aider les propriétaires pour la réalisation de l'étude de faisabilité des travaux souhaités ou souhaitables et le montage technique, administratif et financier des dossiers de demande de subventions auprès du Département, de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et des Intercommunalités le cas échéant.

Depuis 2016, deux propriétaires occupants ont bénéficiés de subventions départementales dans la Commune de Bouhet au titre de travaux d'amélioration des performances énergétiques du logement.

- l'accompagnement des accueillants familiaux à réaliser des travaux d'accessibilité. L'opération et les travaux envisagés doivent avoir pour objectif de mettre en adéquation le logement des accueillants familiaux avec les contraintes liées à l'âge ou au handicap des personnes accueillies (chambre en rez-de chaussée, rampe d'accès, douche à siphon de sol, barre d'appui, espace de rotation, ...).

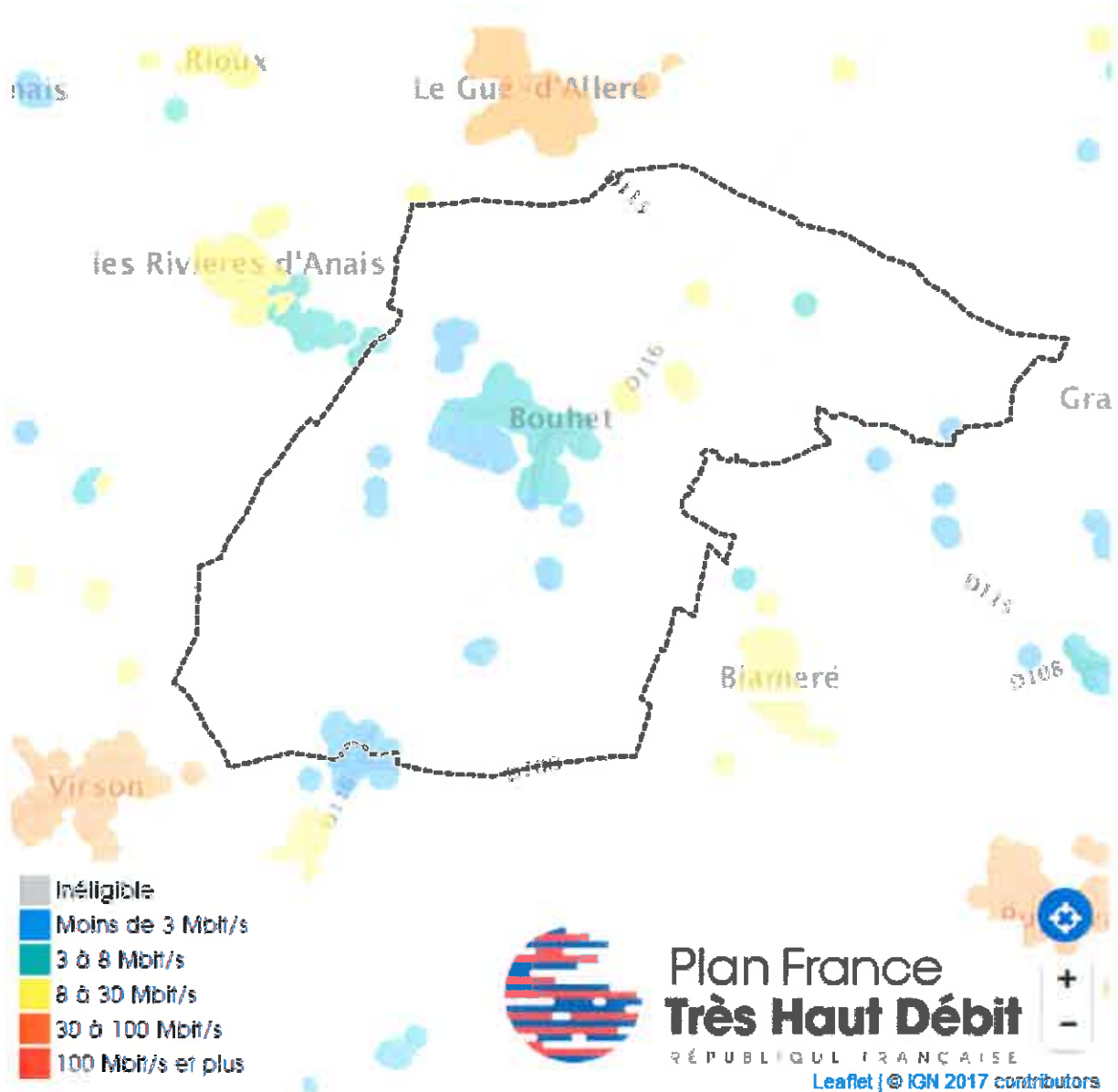
- l'accompagnement des résidences sociales : en complément des aides de l'Etat et des collectivités territoriales, le Département participe au financement de la construction des résidences sociales, dans l'objectif de soutenir un développement équilibré des résidences sociales dans le département.

L'aide en direction des accédants à la propriété : le Département de la Charente-Maritime, soucieux de préserver l'accession à la propriété, poursuit son action dans le cadre du Dispositif d'Aide aux Accédants à la Propriété en Difficulté. Avec le soutien de ses partenaires, l'intervention du Département a pour objet de maintenir les accédants à la propriété dans leur logement. Des mesures d'accompagnement et des aides sont déployées pour sécuriser l'accession et simplifier les démarches des ménages.

3 – dans le domaine de l'aménagement numérique

Le Département de la Charente-Maritime s'est associé à la société 17-Numérique en 2006 pour desservir en Haut-Débit (2 Mb/s minimum) l'intégralité de son territoire.

Carte : Observatoire France Très Haut Débit - Commune de Bouhet (<https://observatoire.francethd.fr/>)



A travers ce projet, la Département et 17-Numérique ont réalisé le dégroupage de la plupart des centraux téléphoniques (Nœud de Raccordement des Abonnés - NRA), ce qui permet la réception d'offres « Triple Play » via l'ADSL (internet, téléphone, télévision) et ouvre le réseau à la concurrence pour les opérateurs.

24 AVR. 2018

RÉPONDU LE.....

La Commune Bouhet est desservie par deux NRA. Le premier est situé dans la commune d'Aigrefeuille-d'Aunis et a été dégroupé par 17-Numérique qui assure également la collecte en fibre optique de ce central, ce qui permet la montée en débit du réseau ADSL. Le second est situé dans la commune du Gué-d'Alleré et n'est pas dégroupé. La longueur des lignes desservant la commune de Bouhet fait que les débits sont toutefois limités.

En complément au réseau ADSL, 17-Numérique a également mis en place un réseau WiMax, une technologie radio qui permet l'accès au haut débit dans les zones blanches ADSL. Ce service est accessible dans la commune de Bouhet1.

Desserte actuelle :

Technologie alternatives à l'ADSL (zones blanches) utilisées dans la commune : 3 abonnés WiMax

Qualités des connexions filaires² (source Plan France Très Haut Débit T2-2017) :

- Technologies disponibles : xDSL (ADSL, ReADSL, ADSL2+, VDSL2...),
- 100 % des logements sont éligibles à l'ADSL,
- 44,2 % des logements ont un débit inférieur à 3 Mb/s (débit faible),
- 49 % des logements ont un débit compris entre 3 et 8 Mb/s (débit moyen),
- 6,8 % des logements ont un débit compris entre 8 et 30 Mb/s (bon Haut Débit).

Secteur professionnel : Il n'y a pas d'entreprise raccordée en fibre optique (FTTO) par 17-Numérique dans la commune.

Déploiement du Très Haut Débit :

En Charente-Maritime, le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN), approuvé par le Département le 25 juin 2015, prévoit le raccordement de l'ensemble du territoire à la fibre optique (FttH – Fibre to the Home).

Le déploiement de la fibre optique sera réalisé par les opérateurs privés dans les 56 communes où la rentabilité économique est la plus forte et sous maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental dans les 410 communes qui ne seront pas couvertes par les opérateurs privés.

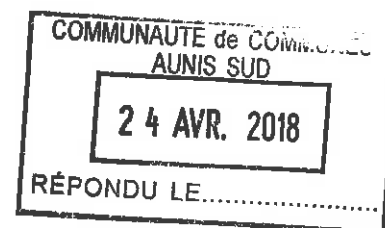
Par délibération du 27 octobre 2017, le Département a choisi Orange pour réaliser son projet Très Haut Débit et raccorder en fibre optique, avant fin 2022, tous les logements des 410 communes de la zone d'initiative publique. Les travaux et l'exploitation du réseau seront réalisés par une société de projet nommée « Charente-Maritime Très Haut Débit ».

La commune de Bouhet est située dans la zone d'initiative publique. Elle sera donc intégralement déployée en fibre optique par Département et son partenaire « Charente-Maritime Très Haut Débit ». Selon le calendrier de déploiement prévisionnel, la commune sera intégralement déployée en 2020.

¹ Sous réserve de confirmation de l'éligibilité par 17-Numérique. Tests réalisés lors de la souscription d'un abonnement.

² Technologies filaire grand public : ADSL ; fibre FttH ; câble.

4 – dans le domaine de l'environnement



Concernant les cheminements, depuis plus de 20 ans, le Département est engagé dans une politique dynamique de randonnée cyclable et pédestre permettant de mailler l'ensemble du département, de valoriser les modes doux de déplacement et de développer son attractivité touristique. 4000 kilomètres pédestres et 4500 kilomètres cyclables sont recensés dans le département. Le Département établit un Schéma Départemental des Véloroutes, Voies Vertes et Randonnée dont l'un des objectifs est de développer à l'échelon intercommunal des boucles pédestres et cyclables en proposant des circuits de qualité qui devront suivre des critères techniques. Ces boucles seront créées par les Intercommunalités, financées par le Département et promues par le biais d'un site Internet départemental dédié aux véloroutes, voies vertes et à la randonnée.

Dans le cadre du Schéma départemental, le Département porte les véloroutes, voies vertes inscrites au Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes. La Charente-Maritime est localisée à un carrefour de l'itinérance, elle compte 2 Eurvelo d'intérêt européen : N°1 Vélodyssée, N°3 Scandibérique, 3 véloroutes d'intérêt national : N°43 Vélo Francette, N°80 Canal des 2 Mers à vélo, N°92 la Flow Vélo, le long de la Charente ainsi que 3 itinéraires d'intérêt départemental : les Rives de Boutonne, le Cheminement littoral des falaises des Pertuis breton, les Chemins de la Seudre.

Charentes Tourisme valorise cette offre cyclable et développe le label national Accueil Vélo auprès des hébergeurs, des sites touristiques et des loueurs de vélos, ce qui engendre des retombées économiques conséquentes dans les territoires ruraux.


Dans le périmètre communal de Bouhet, on dénombre un circuit Vélo Tout Chemin (VTC) et trois circuits de randonnées pédestres :

- la Plaine d'Aunis
- Les Chemins du Curé
- Le Moulin de la Grève

La commune est inscrite au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) par délibération du 25 avril 2014.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Pour le Président et par délégation
Le Premier Vice-Président du Département,



Lionel QUILLET

Copie pour information :
Madame Line LAFOUGERE, Conseillère départementale,
Monsieur David BAUDON, Vice-Président du Conseil départemental,
Canton de La Jarrie